



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

---

# VILLE DE VINCENNES

---

DÉPARTEMENT  
DU VAL-DE-MARNE

---

Arrêté réglementant la circulation et le  
stationnement des véhicules

---

**OBJET : permis de stationnement - benne, base  
vie et véhicule de chantier - avenue Antoine-  
Quinson  
SI**

**Madame le Maire de Vincennes, Conseillère régionale d'Île-de-France,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques ;

**VU** le Code de la route ;

**VU** le Code de la voirie routière ;

**VU** le Code pénal ;

**VU** l'arrêté n° 2716 en date du 21 mai 2007, réglementant la durée du stationnement sur le territoire de la commune ;

**VU** l'arrêté municipal n° A-20-490 en date du 2 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature à M. Robin LOUVIGNÉ, adjoint au Maire ;

**VU** la demande de l'entreprise ETANCHE SERVICE en date du 24 janvier 2024, concernant une neutralisation du stationnement avenue Antoine-Quinson pour la mise en place d'une benne, d'une base vie et du stationnement d'un véhicule de la société, dans le cadre des travaux de rénovation du platelage du jardin du couchant ;

**CONSIDÉRANT** que pour effectuer cette réservation en toute sécurité sans toutefois perturber la circulation générale et assurer le libre passage des véhicules de secours, il est nécessaire de modifier temporairement le régime du stationnement dans une partie de cette voie ;

## ARRÊTE

**ARTICLE I – Du 26 février 2024 à 8h00 au 30 mars 2024 à 17h00 avenue Antoine-Quinson le stationnement est interdit et considéré comme gênant :**

**. au droit du n°2**, sur une longueur de 10 mètres (2 emplacements), espace réservé à la benne ;

**. au droit du n° 4** sur une longueur de 10 mètres (2 emplacements), espace réservé à la base vie et au véhicule de chantier.

En raison de la nature de cette réservation qui implique un dégagement total du stationnement, celui-ci est considéré comme gênant selon les termes de l'article R.417-10 du Code de la route, et les véhicules en infraction peuvent faire l'objet d'un enlèvement immédiat.

Les prescriptions suivantes sont respectées :

- . seuls la benne et le véhicule de chantier occupent l'espace ainsi libéré ;
- . la benne est installée côté du stationnement autorisé et dûment signalée ;
- . la largeur hors tout ne dépasse pas la limite du stationnement et en aucun cas ne fait saillie sur les voies de circulation ;
- . elle est impérativement signalée aux angles côté chaussée par de la rubalise ;
- . la benne remplie ne doit pas rester en place plus de 24h00 consécutives ;
- . pleine ou vide, elle ne stationne pas durant les week-ends et jours fériés et est enlevée la veille avant 17h00 ;

- . l'utilisation de planches de déchargement est interdite sur le trottoir ;
- . l'écoulement des eaux dans le caniveau est maintenu en permanence ;
- . les lieux sont maintenus en parfait état de propreté, aucun autre dépôt n'est toléré.

**ARTICLE II** – L'entreprise ETANCHE SERVICE - ZAC des portes de Sénart – 1, rue René-Dumont – 77380 Combs-la-Ville, procède après en avoir informé la Direction générale des services techniques et de l'urbanisme à la pose et à l'entretien des panneaux, signalisations et dispositifs réglementaires matérialisant ces dispositions, conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 6 novembre 1992 (8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire) et à l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes. Ces signalisations sont déposées dès la fin des travaux.

**ARTICLE III** – Le présent arrêté est affiché aux endroits ordinaires et dans la voie concernée.

**ARTICLE IV** – Les infractions au présent arrêté sont constatées par des procès-verbaux.

**ARTICLE V** - Le Directeur général des services, le Directeur général des services techniques et de l'urbanisme, la Commissaire de police de Vincennes et les agents de la police municipale de Vincennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

**ARTICLE VI** - Le présent arrêté fait l'objet d'une publication légale et est notifié à l'entreprise.